Diplomatie climatique et Transition énergétique : Les enjeux de l’Afrique exposés par l’Expert Béninois Jonas A. ATCHADE au Siège de l’Union Européenne

Le changement climatique est un défi mondial qui transcende les frontières nationales. Seule la diplomatie permet la coopération entre les nations pour aborder ce problème de manière collective. Au cœur de celle-ci se trouve, l’expert béninois, Jonas Assouhan Atchade qui prend part au programme Syllabus destiné aux Jeunes Leaders Africains. Un programme novateur qui forme des leaders en les décernant un diplôme de troisième cycle en mode hybride.

L’Expert Jonas Assouhan ATCHADE

Au cours d’un séminaire qu’il a animé ce mercredi 18 octobre 2023 à Bruxelles au siège de l’Union Européenne, l’expert béninois a exposé les enjeux auxquels les pays africains sont confrontés en matière de changement climatique et de transition énergétique. Une communication de haut niveau en matière de diplomatie climatique, qu’il a déroulé devant de hauts dirigeants de l’Union Africaine et de l’Union Européenne, rassemblés pour discuter de ces problématiques.

Dans sa présentation sur la diplomatie climatique, l’expert a mis en évidence les gaps entre les négociateurs européens et africains et décrivant les stratégies climatiques de l’Union Européenne et de l’Union Africaine.

Il a souligné que pendant que l’Afrique se concentre sur des

questions telles que l’adaptation aux changements climatiques, les pertes et dommages, ainsi que la transition énergétique équitable, l’Europe, en revanche, met l’accent sur l’amélioration de l’offre et de la qualité de l’énergie, les mécanismes de développement propre et vert, les marchés du carbone et les prix du marché.

Mais pour répondre aux besoins des couches et secteurs vulnérables aux changements climatiques, Jonas A. ATCHADE a expliqué qu’il est nécessaire d’ajuster les politiques climatiques nationales au niveau africain. Il invite les pays africains à se préparer au nouveau mécanisme financier du fonds sur les pertes et dommages, dont les discussions au plus haut niveau ont évolué dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à travers le Comité de Transition sur le Mécanisme International de Varsovie.

Jonas Assouhan ATCHADE

Rappelons que Jonas A. ATCHADE est un consultant en changements climatiques et croissance verte à la Banque Africaine de Développement (BAD) et Chercheur associé en Gestion des risques et finance climatiques au sein d’Africa Research and Impact Network (ARIN).

Il possède une solide formation académique, avec une maîtrise en sciences naturelles, un master en changements climatiques et développement durable, ainsi qu’une qualification en conception et mise en œuvre des politiques de développement, actuellement en cours à l’École Transnationale de Gouvernance (STG) de l’Institut Universitaire Européen (EUI) en Italie. Ajoutons qu’il est en phase finale de sa recherche en tant que doctorant au Centre d’Excellence Régional sur les Villes Durables en Afrique (CERViDA) de l’Université de Lomé.

L’expertise de Jonas A. ATCHADE n’est plus à démontrer au regard de son parcours et de son engagement ferme envers la

résolution des défis climatiques en Afrique.

Megan Valère SOSSOU

SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT: LES PRINCIPAUX COORDINATEURS DU GROUPE DES NEGOCIATEURS AFRICAINS SE SONT CONCERTES AVANT LA RENCONTRE

En prévision du premier Sommet africain sur le climat (ACS), co-organisé par le Kenya et la Commission de l'Union africaine (CUA) à Nairobi du 4 au 6 septembre 2023, les principaux coordinateurs du Groupe africain des négociateurs sur le changement climatique (AGN) se sont réunis à Nairobi. Pendant cette séance, ils ont discuté et pris des décisions sur les questions clés liées aux intérêts et aux attentes de l'Afrique pour la COP28.

Le Président du Groupe des Négociateurs Africains sur le Changement climatique et les principaux coordinateurs
De Friday Phiri

L'ACS, le Sommet africain sur le climat, qui se tiendra sous le thème : « Croissance verte et financement climatique pour l'Afrique et le monde », vise à marquer la force du continent africain et son poids dans les discussions à l'échelle

mondiale et dans les forums internationaux existants, tels que l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), le G7, sans écarter, entre autres, les processus du G20 et la COP 28. Le Sommet se tiendra parallèlement à la Semaine africaine du climat (4 – 8 septembre 2023), un événement annuel dirigé par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), visant à promouvoir des actions permettant de rectifier le cap, afin d'atteindre les buts et objectifs de l'Accord de Paris.

La réunion devrait rassembler des dirigeants d'Afrique et d'ailleurs ; les partenaires de développement ; les organisations intergouvernementales ; le secteur privé; le milieu universitaire ; les organisations de la société civile ; les femmes et les jeunes pour concevoir et booster des actions et solutions pour le changement climatique en Afrique, en fournissant une plate-forme d'échange sur le lien entre le changement climatique, la réalité du développement de l'Afrique et la nécessité de faire pression pour un investissement accru dans l'action climatique à l'échelle mondiale, et en particulier en Afrique.

Outre la position commune africaine sur les différents volets de négociation thématiques sur le climat, les principaux coordinateurs du Groupe des Négociateurs africains sur le Changement Climatique, ont délibéré également sur la Déclaration de Nairobi, un document final clé attendu à la fin du sommet. S'exprimant lors de la séance d'ouverture de la réunion, le Président du Groupe des Négociateurs africains sur le Changement Climatique, Ephraim Mwepya Shitima a exhorté les coordonnateurs principaux à continuer de jouer leur « rôle critique en tant que conseillers techniques auprès des décideurs politiques sur la participation efficace de l'Afrique aux négociations mondiales sur le climat en relation avec les réalités et aspirations de développement du continent». Et à cette occasion, Rose Mwebaza, la Directrice du bureau régional du Programme des Nations Unies pour

l’environnement (PNUE) pour l’Afrique, a apprécié le rôle joué par le Groupe des Négociateurs africains, au fil des années dans la participation efficace de l’Afrique aux processus climatiques et a exhorté le groupe à rester concentré.

« Je suis particulièrement ravi d’être avec vous non seulement dans mes nouvelles fonctions ici au PNUE, à la tête du Bureau Régional pour l’Afrique, mais aussi en tant que l’un de vous, ayant participé activement aux processus de négociation sur le changement climatique au cours des 20 dernières années », a déclaré Mwebaza. « Je pense que nous vivons une période passionnante alors que le continent se prépare à accueillir le premier Sommet africain sur le climat. En tant que négociateurs techniques, je vous exhorte à rester concentrés et à fournir les orientations nécessaires par rapport aux besoins de développement du continent ».

Opportunité pour l’Afrique

L’Afrique est considérée comme le continent du futur. En tant que continent le plus jeune et à l’urbanisation la plus rapide, avec une population qui devrait doubler pour atteindre 2,5 milliards d’habitants d’ici 2050, l’Afrique dispose d’un immense potentiel en matière d’énergie propre, de terres arables, de minéraux essentiels et de ressources naturelles. Alors que le continent fait déjà preuve d’une forte dynamique en matière de croissance verte, il doit capitaliser sur cette dynamique existante en mettant en œuvre un programme de croissance verte holistique qui tire parti de ses vastes ressources, et en garantissant un financement climatique adapté aux besoins de l’Afrique. Ce qui correspond à ses ambitions de croissance.

Le potentiel des énergies renouvelables de l’Afrique sera cinquante fois supérieur à la demande mondiale d’électricité prévue en 2040. Cependant, les énergies renouvelables représentent 10 % du mix de production d’électricité et seulement 20 % de la capacité totale de production

d’électricité installée en Afrique. Alors que l’Afrique abrite 30 à 40 % des minéraux de la planète, y compris ceux nécessaires à la transition vers les énergies vertes et aux batteries (par exemple, plus de 40 % des réserves mondiales de cobalt, de manganèse et de platine), le continent a peu à montrer en termes d’énergie propre et de mobilité.

De même, l’Afrique possède 60 % des terres arables non cultivées de la planète, qui, lorsqu’elles sont exploitées de manière durable, peuvent aider le monde à atteindre la sécurité alimentaire, le continent étant un importateur net de nourriture. Le sommet cherche donc à répondre à la nécessité de changer le discours de l’Afrique sur le changement climatique pour en faire un programme de croissance en exploitant les opportunités qui existent pour la transformation économique. Cet agenda se concentrera sur 5 axes de croissance fondamentaux : transition énergétique / énergies renouvelables; minéraux verts et production; l’agriculture durable, l’utilisation des terres et de l’eau/océan ; infrastructures et urbanisation durable ; et le capital naturel soutenu par deux leviers transversaux importants (adaptation et résilience aux risques climatiques et finance climatique et crédits carbone).

Les résultats du Sommet viseront également à fournir une contribution et une orientation importante aux travaux en cours sur les réformes des institutions financières mondiales, afin de soutenir un tel programme de croissance avec des changements correspondants à leurs propres trajectoires.

SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT 2023: NAIROBI AU CŒUR DE LA CROISSANCE VERTE ET DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Du 4 au 6 septembre, Nairobi, la capitale du Kenya, sera le théâtre d'un événement environnemental d'envergure internationale : le Sommet Africain sur le Climat (ACS) et la Semaine Africaine du Climat.

Ces événements, co-organisés par la République

du Kenya, la Commission de l’Union Africaine et la Convention-cadre des Nations

Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), rassembleront un éventail im

pr
es
si
on
na
nt
de
pa
rt
ic
ip
an
ts
,
no
ta
mm
en
t
de
s
ch
ef
s
d’
Ét
at
et
de
go
uv
er
ne
me
nt
,
de

s
dé
ci
de
ur
s
po
li
ti
qu
es
,
de
s
re
pr
és
en
ta
nt
s
de
la
so
ci
ét
é
ci
vi
le
,
de
s
ac
te
ur
s

du
se
ct
eu
r
pr
iv
é,
de
s
in
st
it
ut
io
ns
mu
lt
il
at
ér
al
es
,
et
de
s
je
un
es
en
ga
gé
s,
ve
nu
s

d’Afrique et d’ailleurs.

Stimuler la Croissance Verte et les Solutions de Financement Climatique :

Sous le thème « Stimuler la Croissance Verte et les Solutions de Financement Climatique pour l’Afrique et le Monde », l’ACS vise à consolider l’action climatique mondiale autour du financement climatique et du développement positif pour le climat. L’Afrique cherche à affirmer sa position en matière de changement climatique et à mettre en avant son potentiel d’action climatique. Le sommet abordera des sujets essentiels tels que les énergies renouvelables, l’agriculture durable et les minéraux critiques, entre autres, afin de promouvoir la croissance verte et de susciter de nouveaux partenariats.

L’engagement du Kenya

La Secrétaire du Cabinet du Kenya pour l’environnement, le changement climatique et la foresterie, Hon Soipan Tuya, a exprimé l’honneur du Kenya d’accueillir ces événements majeurs. Elle a souligné que le Kenya jouera un rôle clé dans l’organisation de l’ACS et de la Semaine Africaine du Climat, guidé par son président, S.E. le Dr William Ruto, également président du Comité des chefs d’État et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC). Elle a mis l’accent sur le rôle majeur que joue le sommet en fournissant

une plate-forme pour façonner l’action climatique et les solutions de financement climatique pour l’Afrique.

Une jeunesse engagée dans l’action climatique

Le sommet accorde une importance particulière à la participation des jeunes, reconnaissant leur rôle crucial dans la définition de l’avenir climatique. Avec près de 63 % de la population africaine âgée de moins de 25 ans, le potentiel des jeunes en tant qu’acteurs clés de l’action climatique est inestimable. Le sommet vise à les responsabiliser, à leur donner une voix et à les encourager à contribuer à un avenir durable.

Le sommet remet en question les vieux clivages entre le Nord et le Sud en mettant en avant l’interdépendance des défis mondiaux et la nécessité d’une responsabilité partagée. Cette approche collaborative favorise le dialogue entre les parties prenantes et souligne le potentiel de solutions qui tirent parti des forces et des ressources de toutes les régions.

Le changement climatique est un défi urgent qui nécessite une action mondiale concertée. Le Sommet Africain sur le Climat 2023 s’annonce comme un événement majeur pour façonner l’avenir de l’action climatique en Afrique et dans le monde.

Megan Valère SOSSOU

Alerte météorologique au Bénin: Sourires et

Précautions pour ce mois d’août

La saison des pluies, bienfaitrice pour les activités agricoles et le moral des populations rurales, peut également se révéler impitoyable lorsque les précipitations deviennent excessives. Ce mois d’août, le Nord du Bénin connaît des pluies particulièrement intenses, entraînant la montée rapide des cours d’eau. Si ces pluies apportent leur lot de bienfaits, elles peuvent aussi susciter des inquiétudes.

Face à ce risque potentiel, l’Agence Nationale de Prot

ection Civile (ANPC) a pris l’initiative de lancer des alertes préventives. Avec de

s
pr
éc
ip
it
at
io
ns
fo
rt
es
et
co
ns
ta
nt
es
,
le
sp
ec
tr
e
de
s
in
on
da
ti
on
s
qu
i
on
t
ma
rq

uélesannéesprécédentesplane à nouveau. L’ANPC cherche à éviter que ces scén

ar
io
s
se
ré
pè
te
nt
en
in
fo
rm
an
t
et
en
se
ns
ib
il
is
an
t
la
po
pu
la
ti
on
.

En se basant sur les données météorologiques fournies par METEO Bénin, l’ANPC a identifié plusieurs communes particulièrement à risque. Les communes de Malanville, Karimama, Bonou et Zagnanado sont actuellement en alerte de niveau jaune, signalant un risque accru d’inondations. Ces zones sont sous surveillance, car elles se trouvent dans des

bassins hydrographiques sensibles, notamment ceux du Niger et de l’Ouémé.

L’objectif de cette mise en garde est d’inciter chaque citoyen vivant dans ces régions vulnérables à prendre des mesures préventives. Les populations sont encouragées à rester vigilantes et à se préparer en conséquence. Des actions simples, telles que l’évacuation des zones à risque, le stockage de provisions essentielles et la sensibilisation des voisins et des familles, peuvent contribuer à minimiser l’impact potentiel des inondations.

Les autorités locales et l’ANPC travaillent de concert pour mettre en place des mesures d’intervention rapide en cas d’urgence. Des équipes de secours sont prêtes à intervenir pour évacuer les populations en danger et fournir une aide humanitaire si nécessaire.

La saison des pluies, bien qu’offrant une chance de renouveau pour l’agriculture et les régions rurales, nécessite également une approche proactive de prévention des catastrophes. En se préparant en amont et en suivant les recommandations des autorités, les communautés à risque peuvent contribuer à minimiser les pertes humaines et matérielles en cas d’inondations.

Face à la puissance de la nature, la vigilance et la coopération sont les clés pour préserver la sécurité et le bien-être de tous, tout en conservant le sourire même au cœur de la saison des pluies.

Christiane Alfreda AKOTEGNON

Climat: la couche d’ozone est-elle en train de se reconstituer réellement ?

La couche d’ozone devrait se reconstituer complètement au cours des 40 prochaines années. L’information a été rapportée dans un rapport publié le lundi 9 janvier 2023 par des experts du Groupe d’examen scientifique du Protocole de Montréal sous les auspices de l’Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations Unies pour l’environnement. « L’élimination progressive de près de 99 % des substances interdites qui détruisent l’ozone a permis de préserver la couche d’ozone et contribué de façon notable à sa reconstitution. »

Le trou dans la couche d’ozone pourrait se refermer « d’ici 2066 environ dans l’Antarctique, d’ici 2045 dans l’Arctique et d’ici 2040 ailleurs ». Ce changement devrait empêcher un réchauffement de 0,3 à 0,5 °C d’ici 2100, selon le Comité d’examen scientifique.

En effet, la couche d’ozone fait partie de la stratosphère terrestre qui contient des quantités relativement importantes d’ozone. Elle a un effet protecteur car elle absorbe la plupart des rayons ultraviolets (UV) du soleil. Cette couche est d’épaisseur relativement réduite. Des avertissements concernant cette réduction d’épaisseur ont été émis pour la première fois en 1985 en Antarctique. Une autre observation a été faite dans l’Arctique en 2011.

Ainsi, certaines régions sont concernées par ce phénomène, mais notamment au Chili, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les produits chimiques qui appauvrissent la couche d’ozone sont couramment utilisés dans la conception des

réfrigérateurs, des climatiseurs et même des aérosols. Pour cette raison, le Protocole de Montréal pour la sensibilisation, signé en 1987, a conduit à des mesures concrètes pour limiter la propagation des gaz CFC aux humains. La Convention a été ratifiée par 198 pays à ce jour. L'Union européenne a interdit l'utilisation des CFC en 1989. Il a été suivi en 2016 par l'Accord de Kigali qui prévoit une réduction progressive de la consommation et de la production des HFC, hydrofluorocarbures (HFC).

Cependant, il faut continuer de surveiller l'émission de substances nocives. Dernièrement comme le rapporte Le Monde, le HFC-23 qui est un gaz à effet de serre 14 800 foisplus puissant que le CO2 a été identifié de manière huit fois plus importante que les rejets déclarés par les pays.

Megan Valère SOSSOU